

Est Républicain du 4 mai

Grève aux Finances publiques

Une journée d'action a eu lieu hier au sein des Finances publiques à l'appel de l'intersyndicale. Devant l'accueil de la Cité administrative des agents distribuait des tracts.



Hier, de 8 h 30 à 12 h, à l'appel de l'intersyndicale (CFDT, Solidaires, FO, CGT), des militants ont distribué des tracts aux usagers faisant la queue devant l'accueil des Finances publiques à la Cité administrative pour leur expliquer leurs inquiétudes et leurs revendications. Les militants s'insurgent contre les 35.000 destructions d'emplois en 15 ans et la suppression prévue de 18.000 à 20.000 emplois pour les 4 prochaines années.

En 10 ans, la Meurthe-et-Moselle est passée de 1.200 à 850 agents. 20 à 25 emplois devraient être supprimés prochainement. Les agents s'élèvent contre la dégradation du service public.

Ils dénoncent la volonté de la direction d'orienter systématiquement les usagers vers internet, alors que les contribuables s'inquiètent du passage au prélèvement à la source.

« Les gens réclament un contact physique », insiste un militant. Ce mouvement national de grève, lancé au moment même où les contribuables doivent remplir leurs déclarations de revenus, conduit à un engorgement devant les guichets. 650 à 700 personnes sont accueillies quotidiennement.

Face à eux, 6 à 7 agents pour les renseigner. Hier, le temps d'attente oscillait entre une et deux heures. Les syndicalistes précisent aux usagers que, compte tenu des effectifs et de la réorganisation des services, l'accueil physique est fermé le mercredi après-midi et le vendredi après-midi à la Cité administrative.

A Briey, il n'y a plus d'accueil l'après-midi. Les militants indiquent que la direction veut promouvoir l'accueil sur rendez-vous.

C'est ce que confirme Dominique Babeau, directeur départemental des Finances publiques, expliquant que cela permet davantage d'efficacité, dans la mesure où, lors de la prise de rendez-vous, l'agent peut indiquer au contribuable quels documents il doit apporter.

Parfois, le seul entretien téléphonique suffit à renseigner l'utilisateur. Dominique Babeau, s'il comprend l'inquiétude diffuse des agents, tient à préciser « qu'ils ne doivent pas avoir peur car, individuellement, ils ne risquent rien. La réorganisation des services s'opère avec des garanties et des formations. La société évolue et la direction générale des finances qui est en prise directe avec la société doit évoluer également. » Hier, les grévistes ont rejoint leurs collègues cheminots à midi, place d'Alliance. Ils appellent à de nouvelles actions de distribution de tracts, sans grève, les 15 et 17 mai et s'associent à l'appel général à la grève dans la fonction publique, le 22 mai. Hier, on comptait 17,2 % de grévistes, en Meurthe-et-Moselle.